

POLITIQUE DE PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

SECRETARIAT GENERAL DE L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE

Version du 27 novembre 2019

1	LEGISLATION APPLICABLE	1
2	PRESENTATION DU SECRETARIAT GENERAL DE L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE	1
3	RESPONSABLE DU TRAITEMENT.....	1
4	CONTACT DU SGEC ET DU DPO.....	2
5	PERSONNES CONCERNEES	2
6	FINALITES ET BASE JURIDIQUE DES TRAITEMENTS	2
7	DESTINATAIRES DES DONNEES	4
8	DONNEES PERSONNELLES TRAITEES PAR LE SGEC.....	5
9	DUREES DE CONSERVATION	6
10	DROITS DE LA PERSONNE CONCERNEE	7
11	MISE A JOUR	7

1 LEGISLATION APPLICABLE

La présente politique de protection des données personnelles (ci-après la « Politique ») est faite en application du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après « Règlement Général sur la Protection des Données » ou « RGPD ») et de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (ci-après « Loi Informatique et Libertés »).

2 PRESENTATION DU SECRETARIAT GENERAL DE L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE

Le Secrétariat Général de l'Enseignement Catholique (ci-après « **SGEC** ») a pour missions, conformément au Statut de l'Enseignement Catholique de :

- Animer le réseau de l'Enseignement Catholique pour assurer sa fidélité à la mission confiée dans ses dimensions éducative, pédagogique et pastorale ;
- Mobiliser les ressources matérielles et humaines pour le service du bien commun ;
- Veiller à assurer la promotion personnelle et professionnelle des personnels dans le cadre des orientations de la pensée sociale de l'Église ;
- Coordonner les instances nationales et les divers niveaux de territorialité de l'Enseignement Catholique ;
- Représenter l'Enseignement Catholique français auprès des institutions aux niveaux national, européen et international.

La présente Politique porte sur les traitements mis en œuvre par le SGEC dans le cadre de ses missions.

3 RESPONSABLE DU TRAITEMENT

Le responsable du traitement objet de la présente Politique de protection des données est le SGEC,

association loi 1901 enregistrée au répertoire Sirene sous le numéro 750166506 dont le siège est situé au 277, rue Saint- Jacques à Paris, 75005, représentée par son président en exercice.

4 CONTACT DU SGEC ET DU DPO

Pour toute information concernant les traitements de données personnelles mis en œuvre par le SGEC, contactez :

Secrétariat Général de l'Enseignement Catholique
277 rue Saint Jacques
75005 Paris

Téléphone :0153737200

Email : contact @enseignement-catholique.fr

Le délégué à la protection des données (DPO) du SGEC peut être contacté par email à l'adresse : dpd@enseignement-catholique.fr

5 PERSONNES CONCERNEES

Les personnes concernées (ci-après « Personnes Concernées ») désignent les personnes dont les données à caractère personnel sont traitées par le SGEC pour la mise en œuvre de ses missions.

Sont collectées et traitées des données personnelles relatives aux personnes suivantes :

- Les élèves inscrits dans un établissement du premier ou du second degré de l'Enseignement Catholique (ci-après « Elèves ») ;
- Les responsables légaux des Elèves ;
- Les enseignants au sein d'un établissement de l'Enseignement Catholique, qu'il s'agisse d'enseignants titulaires ou suppléants (ci-après les « Enseignants ») ;
- Les chefs d'établissement de l'Enseignement Catholique ;
- Les personnels du SGEC et des structures administratives de l'Enseignement Catholique ;
- Les directeurs diocésains ;
- Les partenaires, fournisseurs et prestataires du SGEC ;
- Les contacts institutionnels du SGEC ;
- Les membres de réseaux animés par le SGEC ;
- Les participants à des événements organisés par le SGEC ou dont la participation est gérée par le SGEC ;
- Les candidats à la validation des acquis d'expérience.

6 FINALITES ET BASE JURIDIQUE DES TRAITEMENTS

Dans le cadre de ses missions, le SGEC met en œuvre les traitements de données à caractère personnelles suivants.

6.1 Transmissions d'informations sur les effectifs au Ministère de l'Education Nationale

Ce traitement a pour bases juridiques :

- l'exécution de la mission éducative ayant un caractère d'intérêt public dont est investi l'Enseignement Catholique ;
- l'intérêt légitime à centraliser les données avant leur transfert au Ministère de l'Education Nationale ;
- et dans certains cas les obligations légales et réglementaires que soient transmises au

Ministère de l'Éducation Nationale des informations sur les enseignants qui sont des employés du Ministère de l'Éducation Nationale.

6.2 Gestion des ressources de l'Enseignement Catholique

Le traitement de données personnelles ayant pour finalité la gestion des ressources de l'Enseignement Catholique a pour bases juridiques l'exécution de la mission éducative d'intérêt public dont l'Enseignement Catholique est investi et son intérêt légitime à centraliser les données personnelles des personnes concernées à des fins de recensement des effectifs de l'Enseignement Catholique.

6.3 Actions de communication

Dans le cadre de ses missions, le SGEC procède à des activités de communication auprès de différents contacts institutionnels (par l'envoi de newsletters et d'autres supports de communication).

Le traitement de données personnelles ayant pour finalité la gestion des destinataires de la newsletter de l'Enseignement Catholique a pour bases juridiques le consentement de la personne concernée à être destinataire de ces communications et l'intérêt légitime du SGEC à communiquer sur ses actions.

Le traitement des données personnelles ayant pour finalité la gestion des abonnements au magazine ECA (Enseignement Catholique Actualités) a pour base juridique l'exécution du contrat d'abonnement qui lie la Personne Concernée au SGEC, pour les abonnés à titre payant, et l'intérêt légitime du SGEC à transmettre de l'information à ses contacts institutionnels, pour les abonnés à titre gratuit.

Au titre de l'élaboration du magazine ECA et, notamment, des publications qui y figurent, le SGEC opère un traitement de données personnelles de ses partenaires, fournisseurs et prestataires ou des personnes interviewées et mentionnées dans les articles. Ce traitement a pour bases juridiques, selon les cas, l'exécution d'un contrat liant le SGEC à la Personne Concernée et l'intérêt légitime du SGEC à centraliser et traiter les coordonnées de ces personnes.

6.4 Animation institutionnelle du réseau de l'Enseignement Catholique

Dans le cadre de la **gestion de différents événements**, le SGEC met également en œuvre des traitements de données personnelles pour l'organisation et la gestion de la participation à ces événements.

Ces traitements ont pour bases juridiques le consentement de la Personne Concernée au traitement des données la concernant par le SGEC et l'intérêt légitime du SGEC à centraliser ces informations.

Les traitements des données personnelles ayant pour finalité la **gestion administrative de l'animation institutionnelle du SGEC et la coordination des différents réseaux de l'Enseignement Catholique** ont pour bases juridiques l'intérêt légitime du SGEC à piloter au niveau national ces différents réseaux et l'exécution de sa mission éducative d'intérêt public.

Le traitement de données personnelles ayant pour finalité **la gestion des comptes utilisateurs du réseau social Whaller** a pour bases juridiques le consentement de la Personne Concernée au traitement des données personnelles relatives à son compte utilisateur.

Le traitement de données personnelles relatives aux candidats à la **validation des acquis d'expérience** a pour bases juridiques l'exécution d'une obligation légale par le SGEC, le consentement de la personne à demander la validation de ses acquis d'expérience et l'intérêt légitime du SGEC à centraliser les candidatures.

6.5 Gestion de la commission de conciliation et des commissions nationales pour l'emploi

Ces traitements ont pour base juridique :

- l'intérêt légitime de l'Enseignement Catholique à concilier les personnels œuvrant à sa mission éducative et à gérer les différends ; et
- l'exécution de la mission éducative d'intérêt public dont l'Enseignement Catholique est investi.

6.6 Gestion de la validation des acquis d'expérience

Ce traitement a pour base juridique :

- le consentement de la personne concernée ;
- l'exécution d'une obligation légale (L6411-1 et suivants du Code du travail et les dispositions applicables du Code de l'éducation).

6.7 Autres traitements

D'autres traitements spécifiques mis en œuvre par le SGENC peuvent faire l'objet d'une information spécifique par d'autres moyens que la présente Politique.

Ainsi, la présente Politique ne porte pas sur les traitements mis en œuvre par le SGENC pour (i) la gestion du recrutement des enseignants de l'Enseignement Catholique qui est encadrée par la politique de protection des données pour CAACWEB et pour (ii) la fourniture et l'exploitation de la boutique en ligne accessible sur le site <<https://ec-boutique.fr/>> qui est encadrée par la politique de protection des données pour la Boutique en ligne.

7 DESTINATAIRES DES DONNEES

L'Enseignement Catholique repose sur une organisation décentralisée dans les territoires et fondée sur quatre niveaux d'intervention : les établissements, les diocèses, les académies et le niveau national. Cette organisation implique un partage de certaines données personnelles entre les différents acteurs participant à la mission éducative de l'Enseignement Catholique.

Dans le but de centraliser la saisie et la gestion des données collectées à tous les niveaux d'organisation de l'Enseignement Catholique, un référentiel commun à l'ensemble des parties prenantes a été mis en place par l'intermédiaire de L'Association *Gestion Associée des Bases et Réseaux d'Information de l'Enseignement Libre* (ci-après l'« Association Gabriel »).

Les traitements de données personnelles ayant pour finalité la remontée des données relatives à l'enseignement du premier degré demandées par le Ministère de l'Education nationale et l'organisation interne de l'Enseignement Catholique sont mis en œuvre par l'Association Gabriel pour le compte du SGENC.

Ainsi, sont transmises à l'Association Gabriel :

- Les données personnelles relatives au personnel des structures administratives de l'Enseignement Catholique ;
- Les données personnelles relatives aux Elèves et à leurs responsables légaux ;
- Les données personnelles des enseignants et des chefs d'établissement de l'Enseignement Catholique.

Pour plus d'informations sur ces traitements, vous pouvez consulter la page d'information de l'Association Gabriel à l'adresse : https://www.ec-gabriel.fr/cgu/cgu_gabriel.htm ou contacter le délégué à la protection des données du SGENC à l'adresse mentionnée à l'article 4.

Les données suivantes sont transmises au Ministère de l'Education nationale :

- Les données personnelles relatives à l'état civil des Elèves et à certaines informations spécifiques portant sur leur scolarité : Nom, prénom, date et lieu de naissance, niveau, classe, langue vivante 1 et 2 et, le cas échéant, les langues régionales.
- Les données relatives aux coordonnées de contact des responsables légaux des Elèves et certaines informations sur leur situation sociale : Nom, prénom, adresse postale, téléphone, courriel, type de lien de parenté avec l'élève et catégorie socio-professionnelle.
- Les données relatives à l'état civil et à la situation professionnelle des enseignants de l'Enseignement Catholique : Nom, prénom, date et lieu de naissance, dernier diplôme, échelon, grade, accord collégial, mode d'accès à l'emploi, année de dernière activité, date d'entrée dans l'enseignement catholique, nature du service, nombre d'heures.

Les données personnelles traitées dans le cadre de la coordination et de l'animation des réseaux sur les questions éducatives peuvent être transmises à Fédération des associations pour la formation et la promotion professionnelles dans l'Enseignement Catholique.

Les données personnelles traitées dans le cadre de la validation des acquis d'expérience sont transmises aux membres du jury délivrant le titre.

Les données personnelles traitées dans le cadre de la gestion de la commission de conciliation et des commissions nationales pour l'emploi sont transmises aux membres siégeant dans ses commissions et aux parties à la procédure selon les règles applicables.

Les données personnelles relatives aux Personnes Concernées sont par ailleurs accessibles aux prestataires informatiques du SGEC, intervenant en qualité de sous-traitant au sens du RGPD.

8 DONNEES PERSONNELLES TRAITEES PAR LE SGEC

Au titre de ses missions, le SGEC traite les données personnelles suivantes :

- Les données personnelles relatives à la situation des Elèves scolarisés dans un établissement de l'Enseignement Catholique : Nom, prénom, date et lieu de naissance, sexe, adresse, niveau de scolarité, division de scolarité, admission dans l'enseignement catholique, radiation de l'enseignement catholique, langues vivantes, langues régionales, informations périscolaires.
- Les données personnelles relatives aux responsables légaux des Elèves scolarisés dans un établissement de l'Enseignement Catholique : Nom, prénom, lien de parenté, adresse postale, téléphone, courriel, CSP, adhésion à l'APEL.
- Les données personnelles relatives aux enseignants de l'Enseignement Catholique : Numec, Nom, prénom, date et lieu de naissance, adresse, téléphone, dernier diplôme, échelon, grade, accord collégial, mode d'accès à l'emploi, année de dernière activité, date d'entrée dans l'enseignement catholique, nature du service, nombre d'heures, échelle de rémunération.
- Les données personnelles relatives aux chefs d'établissement de l'Enseignement Catholique : Nom, prénom, date et lieu de naissance, établissement(s) d'affectation
- Les coordonnées de contact des destinataires des communications institutionnelles et des anciens destinataires ayant retiré leur consentement à les recevoir (magazine ECA et newsletter) : nom, prénom, adresse postale, société, adresse mail.
- Les coordonnées de contact des partenaires, fournisseurs et prestataires du SGEC : nom, prénom, adresses email (professionnelle et personnelle), téléphone.

Lorsque ce prestataire est un pigiste, le SGEC traite également les données suivantes les concernant : adresse postale, situation familiale, téléphone, nationalité, numéro de sécurité sociale, date et lieu de naissance, dernier employeur, date d'entrée et de sortie, nombre d'enfants à charge et leur date de naissance, RIB.

- Les coordonnées de contact et des participants à des évènements organisés par le SGEC ou auxquels le SGEC participe.
- Les coordonnées de contact et des informations relatives à la situation professionnelle des membres des réseaux animés par le SGEC.
- Les données personnelles relatives aux comptes utilisateurs du réseau social Whaller telles que : nom, prénom, adresse email, fonction et lieu de travail.
- Les données personnelles relatives aux utilisateurs inscrits sur le site « mobilité des cadres » telles que : identifiant, mot de passe, fonction dans l'Enseignement Catholique ainsi que les informations relatives aux candidatures déposées.
- Les données personnelles relatives à l'état civil et à la situation professionnelle des candidats à la validation des acquis d'expérience.
- Les données personnelles relatives aux personnes parties à une conciliation ou un différend devant la commission de conciliation et les commissions nationales pour l'emploi.

Le SGEC traite également les identifiants et mots de passe créés par les utilisateurs habilités à accéder à ses applicatifs, ainsi que les données de connexion telles que date, heure, adresse IP, pages consultées, applications utilisées, exports de données via tableur.

9 DUREES DE CONSERVATION

Les données personnelles relatives aux **personnels des structures administratives** sont conservées par le SGEC pendant la durée des fonctions au titre desquelles les données sont remontées au SGEC.

Les données personnelles relatives aux **Elèves et à leurs responsables légaux** sont conservées pendant la durée de la scolarisation de l'élève dans un établissement de l'Enseignement Catholique. Les certificats de scolarité des élèves sont conservés pour une durée de 5 ans à compter de la dernière année de scolarisation de l'Elève dans un établissement de l'Enseignement Catholique.

Les données personnelles relatives aux **enseignants et chefs d'établissement** sont conservées pendant la durée des fonctions occupées par cette personne au sein de l'Enseignement Catholique.

Les données personnelles relatives aux personnes parties à une conciliation ou un différend devant la **commission de conciliation et les commissions nationales pour l'emploi** sont conservées pour une durée de 5 années suivant la décision de la commission concernée.

Les données personnelles relatives aux **destinataires des communications institutionnelles** et aux **membres des réseaux de l'Enseignement Catholique** sont conservées pour la durée nécessaire à leur exploitation par le SGEC.

Les données personnelles relatives **aux notes de fais, convocation aux réunions des réseaux pilotés** par le SGEC sont conservées pour la durée de l'année scolaire en cours.

Les données personnelles relatives aux **abonnés au magazine ECA** à titre payant sont conservées pour la durée de l'abonnement.

Les données personnelles relatives **aux anciens destinataires des communications du SGEC** sont conservées pendant une durée de 3 ans à compter du retrait de leur consentement à les recevoir.

Les données personnelles relatives aux **participants à des évènements** dont l'organisation ou la

gestion des participations est gérée par le SGEC sont conservées 3 ans à compter de la dernière participation à un évènement.

Les données personnelles relatives aux comptes utilisateurs du **réseau social Whaller** sont conservées par le SGEC pour la durée d'activation du compte.

Les données personnelles relatives aux **candidats à la validation des acquis d'expérience** sont conservées pour la durée de validité du titre.

Les identifiants et mots de passe créés par les utilisateurs habilités à accéder aux **applicatifs du SGEC** sont conservés pour la durée des fonctions au titre desquelles l'utilisateur est habilité à accéder aux applicatifs.

Le cas échéant, certaines de ces durées peuvent être augmentées pour la durée de la prescription légale applicable à la relation entre le SGEC et la Personne Concernée.

10 DROITS DE LA PERSONNE CONCERNEE

Chaque personne concernée dispose d'un droit d'accès, de rectification, de suppression, de limitation, d'opposition, de portabilité de ses données, ou de retrait de son consentement dans les conditions et limites prévues par le RGPD et la Loi Informatique et Libertés.

Une personne peut exercer ses droits à tout moment en adressant un email ou en écrivant à l'adresse postale aux coordonnées mentionnées à l'article 4 (Contact).

Dans un souci de confidentialité et de protection des données personnelles, le SGEC demandera à la personne concernée de s'identifier afin de répondre à sa requête. Pour cela, il pourra dans certains cas être demandé à la personne concernée de joindre à l'appui de sa demande la copie d'un document officiel d'identité, tel que la carte d'identité ou le passeport, en cours de validité.

Toutes les demandes seront traitées dans les meilleurs délais et en conformité avec la loi applicable. Dans certains cas, les données personnelles ne peuvent être effacées qu'au bout d'une certaine période imposée par la réglementation en vigueur et les règles de prescription. Dans ce cas, le SGEC conservera ces données jusqu'à la date d'effacement total prévue.

La Personne Concernée est informée qu'elle ne peut s'opposer à la collecte et au traitement de données personnelles dont le traitement se fait en vertu d'obligations légales qui pèseraient sur le SGEC. La personne concernée est également informée qu'en cas de refus de fournir ses données personnelles ou d'exercice de son droit de suppression ou d'opposition, tout ou partie des services proposés peut lui être rendu inaccessible.

Conformément à la réglementation applicable en matière de protection des données, les traitements de données personnelles mis en œuvre à des fins journalistiques bénéficient d'un régime dérogatoire. La personne concernée est informée (i) que les données personnelles traitées à des fins journalistiques peuvent être conservées pour une durée illimitée dans le temps et (ii) qu'aucun droit n'est susceptible d'être exercé sur celles-ci.

En cas de différend quant à l'utilisation de ses données, la personne concernée dispose du droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL).

11 MISE A JOUR

Le SGEC peut modifier la présente politique périodiquement.

La version en vigueur de la présente politique est toujours accessible sur simple demande par email ou

courrier aux coordonnées mentionnées à l'article 4 (Contact) et en ligne à l'adresse suivante : dpd@enseignement-catholique.fr